

LE CITOYEN

www.le-citoyen.info
Journal d'opinion

Mars 2013 – N° 45 – 6^{ème} année

René Balme candidat en 2014



« Je me porte candidat à ma propre succession pour le prochain mandat 2014-2020, à la demande de mes camarades du Front de Gauche et de nombreux habitants de la commune représentant un large éventail politique ». C'est en ces termes que René Balme commence son communiqué de presse annonçant sa candidature à sa propre succession. Si son entourage n'a pas été ébranlé par l'annonce, un an avant les échéances électorales, il n'en va pas de même pour ses oppositions qui ne s'attendaient pas à ce choix de date très en avance sur le calendrier. La presse lyonnaise, comme d'habitude s'est un peu mélangée les pinceaux entre Front de Gauche, Parti de Gauche et Parti communiste. Rappelons à ces fringants pigistes que le

Front de Gauche n'est pas un parti politique mais un mouvement qui regroupe plusieurs partis dont le PC et le PG. Nous les invitons, même, à se faire un pense bête à ce propos et à bien le coller au droit de leur écran d'ordinateur ! René Balme poursuit sa déclaration en appelant au rassemblement : « Mon ambition, notre ambition, est de rassembler toutes les forces humanistes et généreuses qui s'engagent résolument pour placer l'être humain au centre de la gestion municipale. C'est, me semble-t-il, essentiel pour contrer, un tant soit peu, les sales coups de la politique nationale. J'invite l'ensemble de la gauche, dans sa grande diversité, à nous rejoindre. » Puis de préciser que : « Notre expérience de démocratie participative

et de budget participatif – l'un des plus aboutis en France – fait de Grigny un exemple, un phare dans ce domaine. Il nous appartient de faire en sorte qu'il puisse continuer à briller longtemps encore. C'est pourquoi, j'invite toutes les personnes qui
>> Lire la suite page 2

édito

VIVE LE SERVICE PUBLIC !



Dans un monde particulièrement en équilibre et qui voit ses élites prôner la casse des services publics, doublée de celle du code du travail, il y a vraiment lieu de se protéger !

La précarité qu'engendrent ces modes de pensée et le passage aux actes rend encore plus fragile le destin de millions de nos concitoyens.

Un emploi perdu, la maladie, une séparation, et tout peut basculer ! Et c'est dans ces moments là que l'on se rend compte combien le service public est utile et combien il est nécessaire de préserver cette exception à la Française.

Car le service public, payé par l'ensemble des contribuables, est un outil solidaire qui permet à chacun de bénéficier d'une multitude de prestations avec une participation financière prenant en compte les revenus de chacun.

Sur notre commune, la gratuité des fournitures scolaires et l'un des exemples les plus emblématiques. La restauration municipale, la gratuité des installations sportives, le Centre de santé, en sont d'autres...

Parce que nous ne savons pas de quoi demain sera fait, préservons le service public et amplifions le !

P. 2
COLLABOS
P. 3
KOKOPELLI



P. 4 / 5
5 MILLIARS
DE MOINS



P.6 / 7
LOGEMENT
&
EXPULSION



P.8
LA LOCALE &
LES BRÈVES

VIVE

École de vidéo et de télévision participative basée à Grigny. Pour voir et entendre les conseils municipaux et la vie locale. www.vive-fr.org.

M@ISON

Un pôle ressource au service



des usages publics de l'internet et du multimédia basé à Grigny. www.maison-tic.org

KIKAVU

Le portail vidéo des collectivités territoriales. Un projet initié par la Ville de Grigny et porté par la M@ison. www.kikavu.fr

MAIRIE DE GRIGNY

Le site officiel de la ville de Grigny. Tout ce que vous devez et pouvez savoir sur votre ville... et sur sa démarche de démocratie participative. www.mairie-grigny69.fr

RENÉ BALME

Le site officiel de René Balme, maire de Grigny. Activité, communiqués, prises de position, etc. www.rene-balme.org

LE CITOYEN

Le site officiel de notre turbulent Citoyen www.le-citoyen.info

GRIGNY QUÈBE TV

La télévision locale initiée par la ville de Grigny. JT hebdomadaire et autres focus... http://video.govt-grigny69.info/

OULALA.INFO

Depuis 11 ans, ce site animé par qui vous savez décrypte l'actualité nationale et internationale. www.oulala.net

HONTE AUX SYNDICATS QUI COLLABORENT AVEC LE MEDEF

Le gouvernement est en train de retranscrire dans la loi les aspects les plus nocifs conclus avec les syndicats minoritaires (CFDT, CFTC, CGC) et le patronat. Ainsi il en reprend les dispositions les plus régressives.

-Les « accords de maintien dans l'emploi permettent de licencier les salariés refusant de voir leur salaire baisser

-Les accords de la mobilité interne autorisant l'employeur à licencier le salarié pour motif personnel, si celui-ci refuse d'aller travailler à l'autre bout de la France

-Le licenciement deviendrait une simple formalité. De façon générale l'information et l'intervention des représentants syndicaux seraient enfermées dans des délais tellement courts que leur efficacité est menacée. Dans certains cas l'expert n'au-

rait que quelques jours pour rendre son rapport L'objectif de ce texte est de faire taire les salariés confrontés à des suppressions d'emplois. Le projet de loi réduit



encore plus la réparation des préjudices subits par les salariés.

Les juges du travail devraient inciter les salariés à accepter des transactions injustes et inéquitables.

Concernant la création des nouveaux droits, les incertitudes présentes dans l'accord subsistent, ainsi les salariés les

plus précaires n'auraient toujours pas droit à la complémentaire santé.

De même rien n'est réglé sur le financement des droits rechargeables à l'assurance chômage, le gouvernement se contentant de renvoyer son financement à de futures négociations, sans garantie aucune.

Le MEDEF jubile puisque toutes les mesures de recul pour les salariés sont dans le projet de loi. Il semble bien que le gouvernement est prêt à aller très loin pour satisfaire les signataires. Mme Parisot est aux anges, même sous Sarko elle n'y était pas arrivé.

Il est encore temps de réagir. Battons-nous pour le respect des travailleurs et de leurs emplois.

SOURCE CGT

>> Suite de la page 1

se retrouvent dans notre action humaniste, solidaire et progressiste à nous rejoindre, au-delà des clivages politiques et philosophiques.»

Et de conclure : «Un changement de politique pour

Grigny signifierait la perte de nombreuses actions éducatives, sociales, participatives, culturelles, d'aménagement du territoire au plus près des habitants. Les opposants de droite et de gauche à Grigny font savoir depuis longtemps leur volonté de réduire les dépenses publiques à tout prix, comme le préconisent l'Union européenne et les gouvernements successifs. C'est le choix de l'argent contre l'être humain. Ce serait la mise en œuvre d'une casse du service public local, sans précédent. Oui, les Grignerotes et les Grignerots méritent le meilleur. Oui, je demeure fidèle à mes engagements pour faire tout ce qui est en mon pouvoir afin que le meilleur leur soit attribué. Oui, cela implique de croire et d'accepter le développement de toutes les solidarités, y compris fi-

nancières. Grigny est une ville singulière. Préservons-la et construisons, ensemble, une liste de 29 candidates et candidats loyaux envers les Grignerots ; construisons, ensemble, un programme pour 2014-2020 qui garantisse, au-delà des nécessités de la vie quotidienne et du développement des services publics, les petits bonheurs simples qui rendent la vie meilleure.»

Le CITOYEN qui veille sur les intérêts fondamentaux de la commune et sur le respect des engagements soutiendra cette candidature qui va dans le sens des valeurs défendues par notre journal. Placer l'homme au centre de tous les choix en matière de gestion municipale nous paraît être la seule issue pour la mandature 2014 - 2020.

Grigny, la ville du bien vivre, de la démocratie participative, des services publics de proximité, de la culture... Grigny, ville d'histoires et de résistances se doit de poursuivre dans la direction que lui ont fixée ses habitants depuis plus de 30 ans maintenant.

AFFAIRE KOKOPELLI GRAINES BAUMAUX



Sénateurs et députés vont bien finir par s'étouffer dans le silo des lois existantes

En juillet 2012, la Cour de Justice européenne (CJUE) confirmait le jugement du 14 janvier 2012 du Tribunal de Grande Instance de Nancy, lequel, sous couvert de concurrence libre et non faussée, condamnait l'association à but non lucratif Kokopelli à payer 100 000 € de dommages-intérêts au semencier Graines Baumaux et à cesser toutes ses activités. Il appartient aujourd'hui à la Cour d'Appel de Nancy de statuer sur le litige. A la suite de cette condamnation, le maire de Grigny avait interpellé le président de la République, les sénateurs et députés, tous à gauche à présent, pour qu'ils changent ces lois injustes et dangereuses pour la paysannerie et la sauvegarde la nature. Point de réponse du Président. L'action de quelques parlementaires se limitant à des interpellations du ministre de l'Agriculture, là où il était attendu de nouvelles lois.

Et de fait, le ministre de l'Agriculture, Stéphane Le Foll, répond à un sénateur et à un député que les lois européennes et françaises sont correctement appliquées pour permettre l'essor de « la sélection variétale professionnalisée et garantir la loyauté des transactions ». Chacun son boulot, celui d'un ministre, tout haut fonctionnaire soit-il, est de diriger son secteur

d'activité, sous la direction du chef du gouvernement, le Premier ministre. C'est, en quelque sorte, un super chef de service. En l'occurrence, ce qui convient au gouvernement, c'est... la loi existante. Justifier les lois libérales, c'est une manière de faire de la politique que l'on vit amèrement depuis quelques mois.

En revanche, les sénateurs et les députés ont la responsabilité et l'exclusivité sur la présentation et le vote des lois. C'est la raison pour laquelle le maire de Grigny les avaient interpellés et avait parfaitement ignoré le ministre. Ce que la loi fait, la loi peut le défaire. C'est sur ce principe juridique et démocratique que le maire comptait pour en finir avec ces réglementations liberticides, appauvrissantes et polluantes. Tous les pouvoirs étant à gauche et malgré les expériences malheureuses du passé, tous les espoirs seraient-ils permis aujourd'hui ? Eh bien non. Les seuls parlementaires qui ont daigné réagir à l'interpellation du maire, n'ont fait que... questionner... le ministre.

Les semis désobéissants à Grigny ont de beaux jours devant eux ! Rendez-vous le 21 avril 2013 pour célébrer encore et encore le droit à la vie.

SECRET DES CHAMPS Un Film pour mieux comprendre

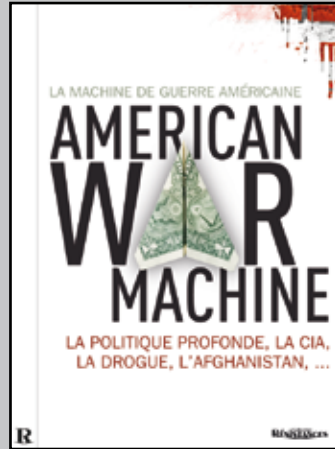


Le film d'Honorine Perrino est singulier à bien des égards. Il illustre, sans opposition ni polémique la manière dont les plantes cultivées s'associent, coopèrent, communiquent et cohabitent avec les êtres vivants qui les entourent : les insectes, les champignons du sol et autres plantes.

Les recherches scientifiques et paysannes récentes ouvrent des pistes d'innovations pour l'agriculture, éclairées par l'expérience de Marc Dufumier, agronome émérite. « Il la nature fait bien les choses, pourvu qu'on y croit » Dominique Viennay, maraicher.

LA MACHINE DE GUERRE AMÉRICAINE.

La politique profonde, la CIA, la drogue, l'Afghanistan...
Auteur : Peter Dale SCOTT
Traduit de l'anglais par Maxime CHAIX et Anthony SPAGGIARI.
N° ISBN : 978-2-917112-21-2



Docteur en sciences politiques et ancien diplomate, le Canadien Peter Dale SCOTT est l'auteur de nombreux ouvrages (dont La Route vers le nouveau désordre mondial) analysant la politique étrangère américaine, les narco-trafics et les opérations secrètes. Ses recherches et écrits mettent en lumière le concept de ce qu'il définit comme le « supramonde » (l'État profond dissimulé au sein de l'État public). Porte-parole du mouvement antiguerre lors du conflit vietnamien, il cofonda le programme d'études « Paix et Conflit » de la prestigieuse Université de Berkeley, où il enseigna la littérature anglaise durant près de 30 ans. Primé pour ses recherches en géopolitique, Scott est également un auteur reconnu pour son œuvre littéraire dans le domaine de la poésie

« J'avais dit du précédent livre éblouissant de Peter Dale Scott traitant de ce sujet, (Drugs, Oil and War) qu'il faisait passer la plupart des explications journalistiques et universitaires concernant nos interventions passées et présentes pour une propagande gouvernementale écrite pour les enfants'. Son dernier ouvrage est encore meilleur. Lisez-le ! »

- Daniel ELLSBERG, « l'homme qui fit tomber Nixon », auteur de Secrets: A Memoir of Vietnam and the Pentagon Papers.

CINQ MILLIARDS D'EUROS PONCTIONNÉS DANS LES POCHEDES COMMUNES : LES CONTRATS URBAINS DE COÉSION SOCIALE MENAÇÉS...

Destinée à réduire les inégalités sociales entre les territoires, la politique de la ville permet de mettre en synergie les partenaires institutionnels dans l'objectif d'inventer des solutions concrètes pour améliorer les conditions de vie des habitants. Créée au début des années 80, cette politique publique n'est pas parvenue à enrayer les phénomènes d'exclusion et de précarité subies par les habitants qui y résident. Toutefois, avec près de 0,1% seulement du budget de l'État, le défi posé à la politique de la ville demeure une gageure. D'autant plus que les champs d'intervention sont aussi divers qu'essentiels : lutte contre le chômage, réussite éducative, accès au soin, à la culture, rénover le cadre de vie...

Malgré ce constat, il est indéniable que si elles ne permettent pas de gommer totalement les difficultés subies par les habitants, qu'amplifie encore davantage la crise économique que nous connaissons aujourd'hui, les actions de développement social permettent d'activer différents leviers grâce à l'action conjuguée de tous les professionnels d'un territoire. Cette démarche transversale et partenariale permet de créer des passerelles pour que les publics les plus en difficulté puissent accéder aux services de droit commun.

C'est dans ce cadre que de nombreuses actions sont proposées dans des domaines variés à Grigny, exemples :

Il en est ainsi de la M@ison qui accompagne des personnes en recherche d'emploi en les initiant à l'outil informatique, l'objectif étant *in fine* de trouver un emploi ou une formation.

Le Centre social et culturel propose quant à lui des ateliers socio-linguistiques qui visent à favoriser l'ap-



prentissage de la langue française et des « codes » de la société.

Les Potagers du Garon utilisent le maraîchage biologique pour encadrer et former des salariés en insertion.

La Ville et ses partenaires (Conseil général, Éducation nationale, éducateurs de prévention, centre social...) construisent des parcours individualisés « sur mesure » pour favoriser la réussite éducative des enfants en difficulté scolaire grâce au Programme de Réussite Éducative.

Les actions portées par la politique de la ville à Grigny, dans le cadre du Contrat Urbain de Cohésion Sociale (CUCS) représentent près de deux millions d'euros (tous financeurs confondus) en 2013.

Toutefois, malgré le bilan positif de l'ensemble du programme d'action porté par les diverses associations et services à Grigny, toute cette dynamique risque d'être remise en question dès l'année prochaine.

En effet, le Ministre de la Ville a décidé de lancer une réforme de la

politique de la ville, avec notamment pour objectif de réduire le nombre de quartiers pouvant bénéficier du soutien des pouvoirs publics en la matière. De 2 500 quartiers aujourd'hui inscrits dans la « géographie prioritaire », seuls 1 000 seraient conservés. Les communes sont aujourd'hui dans l'expectative et ne savent toujours pas quels quartiers seront conservés, un projet de loi étant en effet examiné au Parlement d'ici l'été prochain. Notons, que cette orientation est appuyée par Manuel Valls, le ministre de l'intérieur, qui propose d'inclure les statistiques de la délinquance comme unité de mesure pour exclure ou maintenir ces quartiers dans la « géographie prioritaire »...

Ce désengagement de l'Etat dans les quartiers en grande difficulté est d'autant préoccupant que la crise économique et sociale s'enracine en profondeur dans notre société et frappe en premier lieu les plus fragiles de nos concitoyens.

Grigny n'échappe pas à cette paupérisation grandissante comme l'atteste l'augmentation de 95 % depuis 2008

du chômage avec toutes les conséquences dramatiques que cette situation génère en matière de soins, d'alimentation, de logement...

Reste que si la politique de la ville seule ne peut remédier aux inégalités sociales et économiques que produit cette société fondée sur le libéralisme et aujourd'hui guidée par la logique austéritaire de Bercy, elle a néanmoins permis de fédérer les institutions et associations d'un territoire au service d'un projet visant l'amélioration des conditions de vie de nos populations. D'où l'importance de la faire perdurer. Car les valeurs défendues au nom du vivre ensemble sont indéniablement plus productives qu'une évaluation simpliste et technocratique de notre société.

SILENCE DANS LES RANGS DES OPPOSANTS

L'opposition UMP et PS au conseil municipal a passé son temps à critiquer le budget municipal et les choix faits par l'équipe municipale. Elle a ergoté sur la dette (qui est particulièrement maîtrisée à Grigny). Mais à aucun moment, ni l'UMP, ni le PS, n'est intervenu pour condamner les choix du gouvernement socialiste qui va réduire de 5 milliards le financement des dotations aux collectivités territoriales.

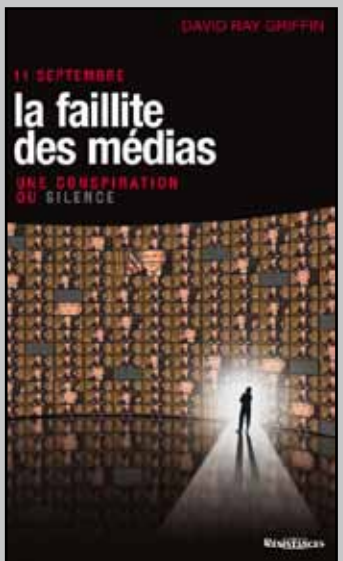
Ce silence en dit long sur la complicité qu'il peut exister entre ces deux formations politiques qui ne combattent pas le monde de la finance mais se contentent d'accompagner le libéralisme pour le rendre plus ou moins brutal !

Les 5 milliards d'euros qui vont être ponctionnés vont forcément être payés par les contribuables locaux si l'on veut que le service rendu à la population demeure !

Merci François !

11 SEPTEMBRE, LA FAILLITE DES MÉDIAS

Auteur : David Ray GRIFFIN
Traduit de l'américain par : Pierre-Henri BUNEL
Titre original : Debunking 9/11
Debunking
N° ISBN : 978-2-952557-17-7



Professeur émérite de philosophie des religions et de théologie, co-directeur du Centre pour les études de la Méthode à l'école de théologie de Claremont, M. David Ray GRIFFIN a publié plus d'une trentaine de livres, principalement sur le problème du mal et sur la relation entre la science et la religion.

Ses derniers ouvrages concernent le 11-Septembre, et 3 sont traduits en français : Le Nouveau Pearl Harbor : 11 Septembre, questions gênantes à l'administration Bush (2004), Omissions et manipulations de la Commission d'enquête sur le 11-Septembre (2005) et celui-ci, son plus récent et un chef-d'œuvre d'intelligence.

Il est également à noter que 4 de ces ouvrages ont fait l'objet d'une reconnaissance spéciale : Le Nouveau Pearl Harbor et Omissions & manipulations ont reçu le Prix de la Fondation Hélios en 2006. 11-Septembre, La faillite des médias a obtenu la médaille de bronze dans la catégorie Actualités du Independent Publisher Book Awards 2008. The New Pearl Harbor Revisited fut sélectionné comme l'un des 50 meilleurs livres de l'année 2008 par Publishers Weekly (l'équivalent US de Livres Hebdo) et comme le « choix de la semaine » en novembre de cette même année.

**CONTRE LES
EXPULSIONS LOCATIVES
ET LES COUPURES DE GAZ
ET D'ÉLECTRICITÉ**



Grand rassemblement ce vendredi 15 mars devant la préfecture du Rhône, à l'appel des 6 maires du Grand Lyon. Les maires ou les représentants des communes de Vénissieux, Givors, Grigny, Pierre-Bénite et Vaulx-en-Velin ont été reçus par Mme Aimée DUBOS, préfète déléguée à l'égalité des chances du Rhône. Ils ont été entendus. Leur analyse de la situation est même partagée sur plusieurs points. Mme la préfète s'est engagée à travailler en amont avec les cellules de veille. Le Préfet du Rhône interviendra auprès d'ERDF-GDF afin que les maires soient informés en amont des réductions et des coupures, conscient des risques engendrés par l'utilisation de moyens de substitution pour s'éclairer ou se chauffer.



Une démarche enfin constructive de la part de la représentante de l'État et de ses services qui ont reconnu le travail exemplaire réalisé dans le cadre des différentes cellules de veille sociale. Rappelons, ici, que l'arrêté pris en 2008 par le maire de Grigny est toujours valide et que cette année la ville a pris un arrêté interdisant les coupures de gaz et d'électricité sur le territoire de la commune. Cette démarche fait suite à de nombreuses coupures qui ont été effectuées par ERDF et GDF, sans même prévenir les «clients» qui se sont trouvés devant le fait accompli, la plupart du temps en fin de semaine, et qui ont dû attendre jusqu'au lundi ou mardi avant de retrouver du chauffage et de l'électricité. Inadmissible !

LA CRISE DU LOGEMENT VUE PAR MONSIEUR ODO DE L'UMP



RETOUR SUR UN CONSEIL MUNICIPAL

Monsieur ODO nous annonce qu'il y a tant de personnes qui cherchent à quitter Grigny et vendre leur maison... tellement la vie à Grigny est insupportable !

Et pourtant le service logement de la Mairie n'arrive pas à satisfaire toutes les demandes, nous précise l'adjointe chargée du logement.

Alors Monsieur le conseiller de l'opposition, qui sont ces fous qui veulent absolument habiter Grigny et dont le nombre dépasse les 200 si l'on se réfère au fichier des demandeurs de logements ? C'est alors que notre sémillant leader de l'UMP nous apprend pourquoi il y a autant de demandes insatisfaites :

« Hé bien, voyez-vous c'est la crise du logement ! »

La voilà l'explication ! C'est la crise du logement !

Annoncée ainsi, l'on pourrait s'imaginer qu'elle a dû tomber du ciel, cette foutue crise qui a mis tant de personnes à la rue !

Xavier ODO, évoque la crise du logement sans dire que c'est le résultat des différentes politiques menées ces dernières décennies par les gouvernements successifs. La loi initiée par

Madame Boutin sous la mandature Sarkozy a été l'une des plus terribles et des plus injustes en direction des plus défavorisés.

Les dégâts humains produits par la crise organisée, du logement sont insupportables. Trois millions de mal logés, 1,2 millions de demandeurs, des dizaines de milliers de sans-abris. Il y a pénurie de logements financièrement accessibles. Depuis 1977 avec la loi Barre, l'État a décidé d'abandonner son effort de soutien à la production de logements sociaux pour laisser la place au marché. Ce désengagement n'a cessé de croître et le privé n'a pas fait la démonstration de sa capacité à répondre aux besoins humains. La crise s'est aggravée. Il y a donc autour du logement un enjeu de société qui dépasse de loin la reconnaissance de l'état de crise. Il faut viser le bien commun et l'intérêt général. Pour cela le logement doit être soustrait au pilotage des marchés et des critères de rentabilité capitaliste. Dans un pays développé et riche comme la France, peut-on accepter que des gens vivent à la rue, que le droit fondamental au logement ne soit pas effectif, que des millions de personnes vivent dans des logements indignes, surpeuplés et attendent des années pour accéder au logement ?

gauche dont il se réclame. La vraie gauche, elle est à la tête de notre commune. C'est cette gauche là qu'il convient de soutenir : celle qui, avec sa cellule de veille sociale a fait que depuis 8 ans déjà, aucune expulsion locatives pour les personnes de bonne foi n'a eu lieu à Grigny ; celle qui chaque jour maintient et développe le service public de proximité ; celle qui se bat contre la diminution inacceptable des budgets communaux au travers des dotations de l'État ; celle qui a placé l'être humain au centre de son combat et qui fait de l'homme le pilier du développement de cette planète. ; celle qui ne philosophe pas sur l'écologie mais qui, concrètement met en place des actions pour développer l'agriculture, pour donner à manger à ses en-

Pour sortir de cette crise il faut de l'investissement public. Seul un service public du logement et du droit à la ville sera capable de répondre aux besoins, construire plus et mieux ; de s'attaquer à la spéculation foncière, à la domination des banques et des majors de la construction et répondre aux besoins sociaux.

**POUR UN MORATOIRE
CONCERNANT LES
EXPULSIONS LOCATIVES**

La première mesure qui aurait dû être mise en place par le nouveau gouvernement en faveur du logement est l'abrogation de la loi Boutin. N'est-ce pas Mademoiselle DUFLOT ? Une seconde aurait dû sauter immédiatement à l'esprit du gouvernement, dit socialiste : décider d'un moratoire sur les expulsions locatives. En effet :

comment peut-on imaginer qu'un gouvernement de gauche laisse mettre à la rue des milliers de familles au prétexte qu'elles ne peuvent plus payer leur loyer. Un loyer dont chacun sait qu'il dépasse parfois les ressources du ménage ! Cette violence, dont personne ne parle dans

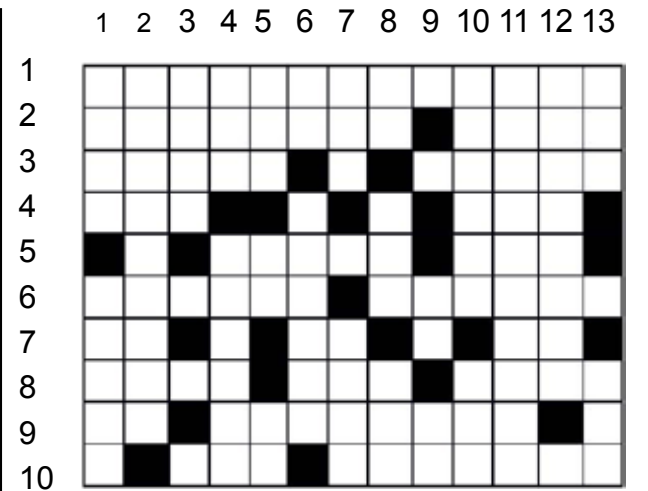
les médias (aux ordres) est mille fois plus inacceptable que celle des salariés qui, pour défendre leur emploi, sont, en plus obligés de faire face à l'agressivité de la police politique de M.Valls. Ce gouvernement qui devait s'attaquer au monde de la finance, au développement de l'emploi, à la réduction du chômage et qui fait l'inverse de ce qu'il a promis, n'est pas digne de porter les couleurs de la



fants une nourriture saine au restaurant municipal ; celle qui a donné réellement le pouvoir au peuple au travers d'une démarche participative innovante et ouverte. Voilà ce qu'est la vraie gauche ! Voilà ce que devait être le gouvernement de la France si les électeurs n'avaient pas été trompés par une gauche molle et soumise au capital !

gauche dont il se réclame. La vraie gauche, elle est à la tête de notre commune. C'est cette gauche là qu'il convient de soutenir : celle qui, avec sa cellule de veille sociale a fait que depuis 8 ans déjà, aucune expulsion locatives pour les personnes de bonne foi n'a eu lieu à Grigny ; celle qui chaque jour maintient et développe le service public de proximité ; celle qui se bat contre la diminution inacceptable des budgets communaux au travers des dotations de l'État ; celle qui a placé l'être humain au centre de son combat et qui fait de l'homme le pilier du développement de cette planète. ; celle qui ne philosophe pas sur l'écologie mais qui, concrètement met en place des actions pour développer l'agriculture, pour donner à manger à ses en-

Les mots croisés d'Angèle



Horizontal

- Appartenance du groupe de la majorité municipale de Grigny
- Qui calme, adoucit – Adverbe
- Vente de meubles à l'enchère – Il est au centre de toutes nos préoccupations
- Surélève la balle au golf – Procréation Médicalement Assistée
- Ecrivain allemand – Indiana University Northwest
- Grand homme politique français, créateur de l'Humanité – Temps futur
- Olympique Lyonnais – Pronom personnel – Importation Temporaire
- Equipe de jeux en réseau sur Internet – Interdit sur Grigny – Tenter avec audace
- Symbole de Tellure – Ensemble des notaires
- Aujourd'hui encore, on lui coupe la tête – Prénom du Secrétaire national du Parti Communiste

Vertical

- Poisson – Sport traditionnel Rhodanien
- 1er magistrat de la commune depuis 1992
- Grand chat ou mesure de masse
- Réfuta – Ville où on s'y sent bien
- Trial Tour National – Ile – Charpente du corps humain
- 501 en chiffre romain – Ancien maire de Grigny –
- Prénom féminin – Semblable
- Symbole du Germanium – Oman – Carte d'accès aux associations offertes aux jeunes par la Région Rhône – Alpes
- Dieu dans la mythologie nordique – Chanteuse sud coréenne
- Idéale – Groupe de rock
- Parti politique
- Quotidien
- Saison – Des villes ou des champs

Les brèves

travail finances qui fonctionne à Grigny sous l'égide de démocratie participative... Peut être



LES DEUX FONT LA PAIRE !

Plus le temps passe au conseil municipal et plus les oppositions Socialistes et UMP sont interchangeable. À un tel point que l'on pourrait confondre leurs représentants en les nommant Mamar Odo, et Xavier Djeroro !

CA CHANGE DU BOURRAGE DES URNES...

Tiens ! Un élu de Droite vante les mérites de la démocratie participative ! À en croire *Le Progrès*, un des challengers de Georges Fenech à l'investiture pour les municipales de Lyon, s'est prononcé pour l'instauration de la « démo-part » dans la capitale des Gaules. Ce candidat n'est autre qu'Emmanuel Hammelin, un compagnon issu des rangs de l'UMP... Comme Xavier Odo ! Le Jean François Copé local devrait s'en inspirer en venant participer au groupe de

trouverait-il le courage de révéler quels services municipaux il souhaite supprimer !

AVEC L'UMP, ON PAIE DEUX FOIS !

Lors du vote des taux au dernier conseil municipal, X. Odo a reproché à la majorité municipale de ne pas soustraire le taux de l'inflation aux bases d'imposition locale. Ben voyons ! Si toutes les municipalités devaient réduire leur budget à chaque augmentation du gaz ou de l'électricité, il n'y aurait plus aucun service rendu à la population ! Si on écoutait le petit Sarko local, les Grignerots passeraient deux fois à la caisse : la première en s'acquittant des impôts. La seconde en payant toutes les prestations rendues par les services publics municipaux : stationnement, fournitures scolaires, etc...

UN PAPE NORMAL ?
François Hollande

peut être content : le nouveau pape portera le même prénom que notre Capitaine de pédalo. Mais Jorge Mario Bergoglio de son vrai nom, a un autre point commun avec le président de la République Française : il a eu longtemps pour habitude de fermer les yeux sur tout ce qui était dérangeant. Hollande, dans un autre registre les ferme bien sur tout ce qui heurte les défenseurs des droits de l'homme : la disparition du code du travail, les expulsions des Roms, l'extradition de la militante Basque Aurore Martin, le matraquage des ouvriers qui manifestent pour sauver leur emploi... Bref, un président normal... Comme un pape normal.

LE MEDEF HEUREUX !

Avec « les accords compétitivité – emploi » signé par le Medef et trois syndicats, le code travail est quasiment enterré. Ces accords deviennent ainsi l'entrée en matière d'un projet de loi qui sera présenté prochainement par le gouvernement qui est soi disant de Gauche... De Gauche ? Ces accords tels qu'ils ont été signés vont mettre un coup d'arrêt au droit du travail, à l'égalité et à l'équité des salariés. C'est à croire que si l'on rétabli un jour l'esclavage, le PS et la CFDT négocieront le poids des chaînes !

C'EST DE QUEL CÔTÉ LA DROITE ?

La séance du conseil municipal réuni le mardi 12 mars était consacrée – entre autres – au vote des taux d'imposition pour l'année 2013. Pour la quatrième année consécutive, la majorité municipale conduite par René Balme a proposé de ne pas augmenter la part communale des taux, afin de contenir la pression fiscale et d'épargner ainsi, de nombreux Grignerots qui souffrent de la politique d'austérité mise en place par les derniers gouvernements. Cette séance a révélé une fois de plus la schizophrénie des oppositions locales émanant de l'UMP et du PS.

Le « premier des socialistes de Grigny » (arrêtez de rire, on vous l'a déjà dit !) a demandé que l'on baisse les taux, et que l'on diminue les investissements de la commune. Car il s'est dit favorable « à une politique de Gauche, mais pas trop vite ! ». Pas trop vite ? Voilà une réalité bien social-libérale ! Les Grignerots se sont bien rendu compte que la politique de François Hollande ne va effectivement pas trop vite pour réparer la casse générée par dix années de gestion sarkoziste.

On peut même affirmer que les socialistes font autant de zèle que l'UMP en matière d'austérité ! Alors ceux de Grigny ne sont plus à une contradiction près, eux aussi...

Adhésion

- J'adhère à l'association et je verse la somme de 16 euros par an.
 Je m'abonne au journal Le CITOYEN pour un an et je verse la somme de 16 euros par an.

Nom : _____ Prénom : _____

Code Postal : _____ Ville : _____

Adresse : _____

Envoyez ce coupon accompagné de votre règlement à :
Le CITOYEN, 17, place Jean Jaurès 69520 Grigny. Chèques à l'ordre de l'association **Le CITOYEN**.

Le CITOYEN

Directeur de la publication :
Association **Le CITOYEN**
Rédacteur en chef : P. Boizet
Comité de rédaction : le bureau de l'association
Mise en page : **Le CITOYEN**
Imprimerie : IOV 69200
Contact : **Le CITOYEN**

www.le-citoyen.info
Courriel : info@le-citoyen.info
Prix au N° : 1 euro ou grigneuro
Abonnement : un an - 16 euros
N° ISSN : 1774-1041
Dépôt légal à parution

N° 45 - Mars 2013

**FRONT
DE GAUCHE**